

Souriez, vous êtes surveillé!

> Internet L'impact des nouvelles technologies sur la vie privée a été débattu par cent Romands à Grandson

> Les participants redoutent avec résignation l'usage, à leur insu, de leurs données par des tiers étatiques ou privés

Simon Moreillon

A l'heure des révélations d'Edward Snowden sur le système de surveillance américain, notre rapport à Internet a été bouleversé, indiquent les spécialistes. Mais comment les citoyens européens se représentent-ils l'impact des nouvelles technologies de sécurité par rapport au respect de leur vie privée? C'est la question que se pose le programme SurPrise, pour Surveillance, Privacy and Security. Cette étude européenne, un sondage auquel participe la Suisse, vise à assurer que les droits de l'homme sont respectés par l'usage des nouvelles technologies de surveillance.

En Suisse, 1000 personnes ont répondu à l'appel de TA-Swiss, le centre d'évaluation des choix technologiques. Parmi elles, 100 personnes par région linguistique ont été sélectionnées. Les Romands ont débattu samedi dernier à Grandson de la surveillance d'Internet et de la géolocalisation des smartphones.

Au menu de cette journée grise et pluvieuse au bord du lac de Neuchâtel, des tables rondes et une enquête statistique en direct. Pas de quoi rebuter les participants, des néophytes pour la plupart. Ils se sont volontiers pris au jeu, dans l'anonymat pour certains, respect de la vie privée oblige, et ont abordé cette problématique avec force arguments et de manière ouverte. Malgré, pour certains d'entre eux, un manque de connaissances techniques et légales volontiers admis par les intéressés eux-mêmes.

«Le but était de débattre dans la

diversité, tout pouvait arriver sur la table, explique Danielle Bütschi, responsable du projet chez TA-Swiss. Avec ce type d'approche, on peut avoir des discussions tout aussi complexes que dans les milieux académiques. Les deux sujets ont été traités de manière très nuancée, avec la conscience des enjeux et de leurs limites.» Le premier thème discuté était la surveillance d'Internet par l'inspection approfondie des données, le Deep Packet Inspection ou DPI. Cette technique a été développée pour détecter des virus et autres logiciels malveillants. Elle est désormais détournée par certains services secrets, notamment américains, pour stocker, puis analyser une partie non négligeable des données qui transitent par Internet. Pour le justifier, le principe de sécurité nationale est mis en avant.

Une justification qui laisse peu ou prou de marbre les personnes réunies à Grandson. «La sécurité nationale cache beaucoup de choses: c'est un prétexte», avance un parti-

cipant, ingénieur électricien à la retraite. Si une utilité potentielle du système pour la sécurité nationale est accordée du bout des lèvres, l'inquiétude gagne les participants lorsqu'ils évoquent la possibilité qu'un Etat ou une entreprise puissent, à l'insu d'un individu, tracer

«La surveillance sur Internet, c'est comme se retrouver dans un aquarium. Aucune vie privée n'est possible»

son activité en ligne, révéler le contenu de ses communications ou des informations sensibles le concernant. «Le DPI, on n'y échappe pas si on veut utiliser Internet, explique un éducateur, informaticien dans une vie précédente. La vraie question, c'est comment l'encadrer et s'en protéger?»

Les garde-fous légaux sont pri-

ordiaux pour l'ensemble des participants. Tous sont mal à l'aise à l'idée d'une intrusion inopinée dans leur vie privée, aussi anodine soit-elle. «On en arrive à un point où il n'y a plus aucune vie privée sur Internet, s'insurge une mère au foyer. On se retrouve comme un poisson dans un aquarium.» «Et penser qu'ils ne vont rien faire avec nos données, c'est pure naïveté», rebondit une de ses voisines.

Un avis largement partagé dans la salle. Un radiologue vaudois explique qu'il «sécurise [ses] envois en utilisant par exemple la plateforme Health Info Net. Ce problème de confidentialité des données, surtout médicales, devient de plus en plus important.»

Lors de la table ronde, les interrogations passent vite de la surveillance étatique à la surveillance commerciale. Si la première est vécue comme une fatalité, du moins quand elle ne provient pas de la Confédération, le DPI est très mal accepté lorsqu'il s'agit d'une entreprise.



MARK AINSWORTH

Cette méfiance s'estompe en partie lorsqu'on aborde la question de la géolocalisation des smartphones. Contrairement au DPI, cette technique leur semble moins intrusive. «Il y a plein d'aspects positifs à la géolocalisation, explique François Dufour, on peut l'utiliser pour que les services d'urgence nous retrouvent en cas de pépin.» «On peut partager des photos de lieux visités avec nos amis: c'est fabuleux! explique Serge Sandoz. La question du respect de la vie privée se pose moins dès lors que l'on garde le choix de pouvoir le désactiver.» Pour eux, les avantages indéniables et concrets de la géolocalisation compensent largement ses inconvénients. Sourire en coin, François Dufour explique que, si tout le monde activait la géolocalisation lors de rassemblements, la police pourrait enfin compter avec exactitude le nombre de manifestants. Un de ses voisins rend attentif au potentiel «licage» par un employeur; une «pratique qu'il faudrait bien encadrer».

«Cette distinction entre vie publique et sphère privée est très intéressante, note Danielle Bütschi, responsable du projet. Dans le binôme sécurité et vie privée, il est difficile d'évacuer la dimension commerciale.» Une opinion partagée par Sami Coll, chercheur en sociologie de l'Université de Genève et spécialiste des nouvelles technologies: «La législation suisse est en avance sur celle des Etats-Unis en ce qui concerne le respect de la vie privée et spécialement l'encadrement des pouvoirs publics.»

Le problème, pour lui, vient de l'obsolescence de la loi: la récolte de données est autorisée dans un but précis. Or les usagers acceptent souvent des règles d'utilisateur qui permettent aux sites ou applications d'avoir accès à leurs données de navigation en masse et sans distinction. Un état de fait dû «aux grandes entreprises d'Internet dont les activités se situent à l'étranger et donc hors de la juridiction suisse.»

Une distinction qui n'aura pas échappé aux participants du forum. «Le scandale des fiches, c'est du passé, note un des participants en fin de journée. On accepte tous bien plus d'intrusion dans notre vie privée de la part d'entreprises étrangères que de notre propre gouvernement.»

Le CERN et l'ESA signent un accord

> Espace Deux géants unis pour la science

Aurélie Coulon

Rolf Heuer, directeur général du CERN, Organisation européenne pour la recherche nucléaire, et Jean-Jacques Dordain, directeur général de l'Agence spatiale européenne (ESA), se sont réunis ce vendredi à Genève pour signer un accord-cadre éternisant leurs collaborations à venir.

Les futurs projets scientifiques et technologiques correspondent à douze domaines de recherche d'intérêt commun tels que les détecteurs et les nouveaux matériaux. Les deux institutions phares en Europe pour l'étude de l'Univers, de l'infiniment petit à l'infini grand, ont déjà travaillé ensemble pour le satellite Planck de l'ESA. Cette signature a aussi permis de célébrer les 60 ans du CERN et 50 ans de l'ESA en présence de la famille d'Edoardo Amaldi, un des fondateurs de ces organisations, mort en 1989.

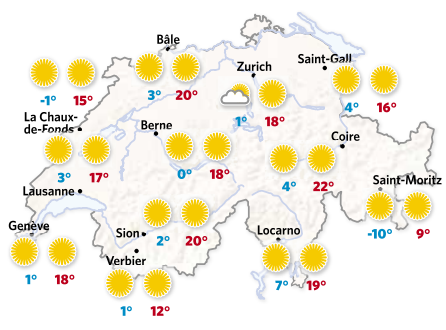
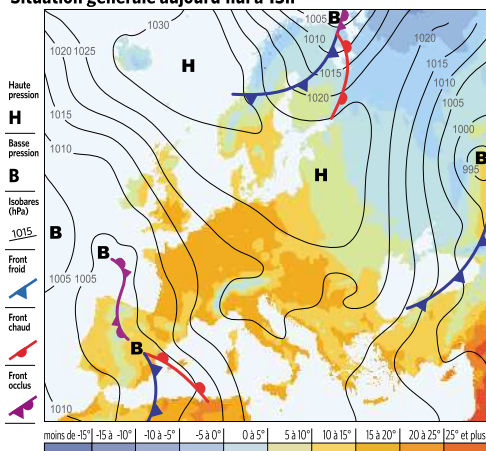
La Suisse médiatrice

La signature a eu lieu en présence de Mauro Dell'Ambrogio, secrétaire d'Etat à la Formation, à la recherche et à l'Innovation, et de Geneviève Fioraso, ministre française de l'Enseignement supérieur et de la recherche, qui a commenté: «Ce mariage est bon pour l'emploi, le savoir, la paix et très bon pour l'Europe.»

Alors que les projets Horizon 2020 et Erasmus+ de l'Union européenne ont été suspendus en Suisse, quel message donne cet accord? La cérémonie arrive au moment où la Suisse, Etat fondateur de l'ESA et hôte du CERN, assure depuis l'année dernière la coprésidence de l'Agence spatiale européenne. «La Suisse a la tâche historique de chercher un consensus entre les intérêts divergents des autres Etats membres comme la France et l'Allemagne dans le domaine spatial, explique le secrétaire d'Etat. Cet accord est aussi l'occasion de rappeler l'importance des programmes scientifiques européens impliquant la Suisse et qui ne sont pas des projets de l'Union européenne.»

Météo

Situation générale aujourd'hui à 13h



Un couloir anticyclonique s'étend de la Méditerranée à la Scandinavie, protégeant la Suisse des perturbations atlantiques. Jusqu'à mercredi, le temps restera bien ensoleillé, malgré quelques passages de nuages élevés et quelques cumulus sur les crêtes. Dès mercredi, le risque d'averses augmentera sur le relief, mais celles-ci resteront éparées. Les températures, quant à elles, resteront douces, l'isotherme zéro degré remontera jusque vers 2800 mètres.

Ephéméride

Samedi 29 mars 2014

Soleil
lever: 06h21
coucher: 19h00
3 minutes de soleil en plus

Lune
lever: 05h25
coucher: 17h44
Lune décroissante
taux de remplissage: 3%

Prévisions à cinq jours

Jour/degré de fiabilité:	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura	2°	4°	5°	5°	5°
Alpes vaudoises et valaisannes (500 m)	18°	18°	17°	16°	17°
Suisse centrale et orientale	2°	4°	5°	6°	6°
Sud des Alpes	20°	20°	18°	17°	16°

Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi. Les températures indiquées sont les valeurs minimales (en bleu) et maximales (en rouge).

MétéoSuisse
tél. 0900 162 666

en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24 (fr. 3 - l'appel, fr. 1.50 la minute)
www.MeteoSuisse.ch

Panorama

Espace

Réveil du robot de l'espace

Phila, le robot passager de la sonde européenne Rosetta, qui doit se poser cet automne sur la comète Tchourioumov-Guérassimeno, a été réactivé avec succès vendredi, après plus de trois ans d'hibernation, selon le CNES, l'agence spatiale française. Il avait été éteint pour réduire au minimum sa consommation d'énergie. Le largage de l'atterrisseur sur la comète, prévu le 11 novembre, sera une première dans l'histoire de l'exploration spatiale. (AFP)

Arrimage réussi de Soyouz

Après avoir été contraint de passer deux jours en orbite, l'équipage russo-américain d'un vaisseau russe Soyouz a finalement atteint vendredi la Station spatiale internationale (ISS). Un incident technique, dont la cause reste incertaine, a empêché la mise à feu d'un des propulseurs du Soyouz lors de la première tentative d'arrimage. (ATS)

Environnement

Earth Hour en Suisse

Près de 40 communes suisses soutiennent cette année l'action «Earth Hour», en faveur d'une meilleure protection du climat et contre le gaspillage énergétique. Samedi à 20h30, elles plongeront leurs monuments dans le noir pendant une heure. (ATS)

Fièvre Ebola

La capitale guinéenne touchée

Le virus Ebola qui touchait jusqu'à maintenant le sud de la Guinée a atteint jeudi la capitale, Conakry (nord-ouest), quatre cas ayant été détectés dans cette ville. Les malades ont immédiatement été placés dans des centres d'isolement d'un grand hôpital de Conakry pour éviter la propagation de ce virus extrêmement contagieux. Ces cas sont différents des trois cas de fièvre hémorragique, dont deux mortels, qui avaient été enregistrés dimanche dans la capitale, mais qui, après analyses à l'Institut Pasteur de Dakar, n'avaient pas été provoqués par l'Ebola. (AFP)

Entomologie

Invasion précoce d'insectes

L'hiver relativement doux qui se termine paraît propice à une invasion d'insectes, les utiles comme les nuisibles, d'après l'Institut Agroscope. Des individus au stade adulte pourraient bien avoir hiberné, entraînant des colonisations plus précoces. La végétation pourrait être la cible de pucerons et les

tiques comme d'autres insectes piqueurs risquent d'être précoces en forêt cette année. (ATS)

